



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement
de la commune de Chassigny (52)**

n°MRAe 2019DKGE200

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 19 décembre 2016, 15 décembre 2017 et 30 avril 2019, portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est ;

Vu la décision du 26 mai 2016 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est donnant délégation à son président pour certaines décisions au cas par cas ;

Vu la décision du 31 janvier 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est relative à l'intérim de son président ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 14 juin 2019 et déposée par la commune de Chassigny (52), compétente en la matière et relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) du 18 juin 2019 ;

Considérant :

- le projet de zonage d'assainissement de la commune de Chassigny (52) ;
- la carte communale de Chassigny ;
- l'existence sur le territoire communal de trois ruisseaux, le Ru de Chassigny, le Ru premier Ruisseau, le Ru de la Louchère, de deux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 ;
- la compétence de Service public d'assainissement non collectif (SPANC) exercée par la communauté de communes Auberive Vingeanne et Montsaugéonnais, qui assure ainsi pour le compte de la commune le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;

Observant que :

- la commune est équipée d'un réseau d'assainissement de type unitaire long de 4200 mètres linéaires et qui achemine les eaux usées vers une station d'épuration de 450 équivalent-habitants ;
- l'étude diagnostic a montré que :
 - le cours d'eau récepteur des effluents (le Ru de Chassigny) de la commune est jugée en état écologique et chimique moyen ;
 - le réseau est vieillissant, certains tronçons sont encrassés et nécessitent un curage ;

- sur les 148 habitations que compte la commune 145 sont raccordées au réseau collectif existant et 3 ne sont pas connectées et sont en assainissement individuel ;
- l'état des installations individuelles n'a pas fait l'objet d'une évaluation dans le cadre de la présente procédure ;
- la commune, qui compte 229 habitants et dont la population tend à se stabiliser a fait le choix du maintien de l'assainissement **collectif sur le bourg et non collectif sur les trois habitations à l'écart du bourg**, après une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse de deux scénarios (collectif et non collectif) ;
- le choix de l'assainissement collectif a été motivé par les raisons suivantes :
 - le réseau d'assainissement existe déjà (même si des travaux de réhabilitation ou d'extension seront nécessaires à terme) et dessert la quasi-totalité des habitations du bourg ;
 - la station d'épuration actuelle est jugée conforme en équipements et en performance au 31 décembre 2017 par le portail d'information sur l'assainissement communal du ministère de la Transition écologique et solidaire¹ et est de dimensionnement suffisante pour la prise en compte des effluents des habitants de la commune ;
- le choix de maintenir les trois habitations en mode d'assainissement non collectif est motivé par la topographie et l'éloignement au réseau collectif ;
- une carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été réalisée et figure dans le dossier. Le présent projet préconise, suivant les secteurs, l'utilisation de filtre à sable non drainé, de filtre compact ou de micro-station ;

L'Autorité environnementale recommande de s'assurer de la réalisation des études pédologiques à la parcelle pour valider les dispositifs d'assainissement non collectifs choisis ;

Conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte de la recommandation formulée**, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

¹ <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr>

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 2 août 2019

Le président de la Mission régionale
d'autorité environnementale,
par délégation,



Alby SCHMITT

Voies et délais de recours

1) En application de l'article R122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale
MRAe Grand Est c/o MIGT
1 boulevard Solidarité
Metz Technopôle
57076 METZ cedex 3

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent. En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.